

**Demande d'examen au cas par cas préalable  
à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale**

Article R. 122-3 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale  
**Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative**

**Cadre réservé à l'autorité environnementale**

Date de réception :

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

**1. Intitulé du projet**

Le Havre - Reconstruction de l'épi n°8

**2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)**

**2.1 Personne physique**

Nom

Prénom

**2.2 Personne morale**

Dénomination ou raison sociale

Syndicat Mixte du Littoral de la Seine-Maritime

Nom, prénom et qualité de la personne  
habilitée à représenter la personne morale

LE LOUARGANT Loïck, Responsable technique

RCS / SIRET

2 0 0 0 9 0 9 8 3 0 0 0 1 2

Forme juridique Syndicat mixte ouvert

**Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1**

**3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet**

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
11. Travaux, ouvrages et aménagements en zone côtière	b) Reconstruction d'ouvrages ou aménagements côtiers existants

**4. Caractéristiques générales du projet**

**Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire**

**4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition**

Le Syndicat Mixte du Littoral de la Seine-Maritime assure la Maîtrise d'ouvrage de travaux de défense contre la mer entre le Havre et le Tréport depuis 1921. Il entretient ainsi régulièrement plus de 150 ouvrages de type épis, perrés, enrochements, etc. Face aux enjeux socio-économiques non négligeables présentés par les façades maritimes urbanisées du Havre et de Sainte-Adresse, le Syndicat Mixte du Littoral de la Seine-Maritime est tenu de reconstruire l'intégralité des ouvrages faisant défaut dans le dispositif actuel de défense contre la mer.

Actuellement vétustes, dangereux et ne remplissant plus leur rôle, les trois quarts de ces ouvrages ont dû être reconstruits lors de premières tranches de réhabilitation débutées dès 1999. Sur les plages du Havre et de Sainte-Adresse, la dernière opération de réhabilitation lourde (2013-2014) concernait la reconstruction de neuf épis (n°1, 26, 27, 30, 31, 32, 33, 34 et 36). Voir Annexe 7.

Aujourd'hui, l'épi n° 8 de la plage du Havre, constitué de bois de chêne, se trouve dans un état de ruine. Il se situe au Nord de la plage du Havre, et mesure environ 50 mètres de longueur.

Le Syndicat Mixte du Littoral de la Seine-Maritime souhaite entreprendre la démolition de l'ouvrage existant et la reconstruction de l'épi n°8.



## 4.2 Objectifs du projet

Ces ouvrages perpendiculaires au trait de côte et appelés couramment "épis", ont commencé à être construits sur les plages du Havre et de Sainte-Adresse dans les années 1950. Ce système de protection se compose d'une quarantaine d'épis et d'un perré (digue de protection longitudinale d'environ 1 800 mètres). Cet aménagement protège un front de mer très urbanisé et maintient une plage et une promenade très fréquentées par les touristes et la population locale.

L'ouvrage projeté présente un caractère d'intérêt général à plusieurs titres :

- Protection des biens et des personnes : les épis jouent un rôle important pour la protection du front de mer urbanisé en bloquant une partie du transit sédimentaire. Le cordon de galets ainsi constitué absorbe l'énergie de la houle et prévient donc de l'érosion comme des submersions sur le boulevard, les habitations et le front de mer. L'ouvrage dégradé constitue donc actuellement un danger physique;
- Sécurisation des usagers de la plage : la reconstruction des épis de manière générale limite les risques d'accident (au niveau de la plage ou de la mer pour les véliplanchistes);
- Préservation de la plage : les épis permettent le maintien de la plage, indispensable pour l'activité touristique locale.

## 4.3 Décrivez sommairement le projet

### 4.3.1 dans sa phase travaux

Les travaux à mettre en oeuvre sur l'épi n°8 consistent à :

- démolir l'ouvrage existant (arrachage des pieux bois de fondation et de l'épi bois existant);
- reconstruire le nouvel épi avec une structure en palplanches ainsi qu'un couronnement en béton en tête d'ouvrage, recouvert d'un parement en bois.

Deux techniques ont été préalablement étudiées (voir Annexe 4) :

- Solution n°1 : Absence de couronnement béton
- Solution n°2 : Avec couronnement béton

La solution n°2 a été retenue. L'intérêt de l'assemblage du couronnement en béton en tête de palplanches est double :

- Protection de la tête des palplanches contre l'abrasion due aux chocs de galets et contre la corrosion;
- Fixation simplifiée des poutres de bardage bois.

Les travaux ne peuvent être réalisés en période estivale, notamment en raison de l'activité touristique « cabines de plage » de la Ville du Havre, s'étalant d'avril à septembre (inclus).

La reconstruction de l'épi est donc prévue sur deux mois, entre le mois d'octobre et le mois de mars. La période définie correspond également à la période la moins critique vis-à-vis de la reproduction des espèces.

### 4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Les travaux visent à reconstruire l'épi n°8 de la plage du Havre afin de le remettre en bon état de fonctionnement. La zone étant exposée à la houle, l'ouvrage doit également pouvoir résister aux conditions de houles prévisibles.

L'épi sera reconstruit à l'identique par rapport à l'ouvrage d'origine. En effet, les dimensions sont équivalentes; seuls certains matériaux utilisés diffèrent.

Le Syndicat Mixte du Littoral de la Seine-Maritime assurera une veille permanente de l'ouvrage. Cette inspection sera complétée par un suivi régulier de la commune du Havre :

- deux à trois visites techniques annuelles de l'ouvrage par les services compétents, permettant l'évaluation de la tenue des ouvrages. L'inspection portera en partie sur l'état des extrémités de l'épi, la recherche de zones d'affouillement, etc. Ces visites permettront de vérifier le bon fonctionnement de l'ouvrage et de programmer, si besoin, les interventions nécessaires ;
- une visite générale de l'ouvrage par les services techniques de la ville après chaque tempête importante, permettant de renseigner de l'état des ouvrages. Ces visites feront l'objet d'un rapport;
- la mise en place d'un carnet de visite de l'ouvrage, incluant les rapports internes de visites après tempête et les rapports annuels de contrôle. Le Département de Seine-Maritime a mis en place une base de données qui recueille l'ensemble des informations techniques des ouvrages gérés. Cette base permettra ainsi de suivre l'entretien de l'épi n°8 et de réaliser des campagnes d'entretien régulières.

L'exploitation de l'épi consiste donc à maintenir en état optimal l'ensemble de l'installation en vue d'assurer son utilisation sur le long terme.



#### 4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Le projet est soumis à une procédure d'examen au cas par cas au regard de la rubrique n°11 de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement. De plus, le projet fera l'objet d'un dossier d'incidences au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement, relevant des rubriques suivantes :

- 4.1.2.0. Travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu marin et ayant une incidence directe sur ce milieu :

2° : d'un montant supérieur ou égal à 160 000 euros mais inférieur à 1 900 000 euros (régime de DECLARATION). Le montant est estimé à 445 000 euros HT.

Par ailleurs, les travaux nécessitent la délivrance d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) sur le domaine public maritime (DPM). Le projet fera également l'objet d'une présentation auprès de l'ABF.

#### 4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Longueur de l'ouvrage depuis l'ancrage dans le massif en maçonnerie	50 mètres
Largeur en crête	1 mètre
Altimétrie	+ 10.50m CM à l'enracinement
Pente	11%

#### 4.6 Localisation du projet

##### Adresse et commune(s) d'implantation

Promenade des Régates,  
76 600 Le Havre

##### Coordonnées géographiques<sup>1</sup>

Long. 05° 83' 03" E Lat. 49° 59' 17" N

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b) 9° a), b), c), d), 10°, 11° a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. ° ' " Lat. ° ' "

Point d'arrivée :

Long. ° ' " Lat. ° ' "

Communes traversées :

#### Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☒

Non ☐

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

<sup>1</sup> Pour l'outre-mer, voir notice explicative



## 5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est situé au sein de la ZNIEFF de type II : "Baie de Seine orientale" (23M000004).  Voir Annexe 8.
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune du Havre n'est pas classée en zone de montagne au titre de l'article 3 de la loi n°85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne (dite loi Montagne) qui définit les zones de montagne dans lesquelles s'appliquent les articles L.122-1 et suivants du code de l'urbanisme.
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun site couvert par un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB) n'est présent au niveau du projet.
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est localisé au Nord de la plage du Havre, commune littorale.
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'est pas inclus dans un périmètre de réserve ou parc naturel.
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PPBE 2019-2023 de Seine-Maritime a été approuvé par arrêté préfectoral le 25 juin 2019. Ce PPBE concerne les grandes infrastructures de transport de l'État (trafic supérieur à 8 200 véh/jour et 82 trains/jour). Des sections de la RD32 et de la RD940, situées à proximité du projet, sont concernées par ce PPBE.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est situé dans le périmètre de protection de deux monuments historiques inscrits : - Cénotaphe dit Pain de Sucre, situé à environ 350 mètres au Nord-ouest du projet; - Château des Gadelles, situé à environ 450 mètres au Sud-est du projet. Le projet fera l'objet d'un dossier de présentation auprès de l'ABF, en raison de la patrimonialité de l'ouvrage. Voir Annexe 9.
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet est situé sur la plage du Havre, soit en contact direct avec le milieu marin. Il n'est donc pas concerné par la présence de zones humides.



<p>Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?</p> <p>Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune du Havre est concernée par le PPRN du bassin versant de la Lézarde qui a été prescrit le 26 juin 2003. Ce PPRN a été approuvé par le préfet le 6 mai 2013.</p> <p>La commune est également concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT), approuvé le 17 octobre 2016. Celui-ci concerne plus particulièrement la zone industrialo-portuaire du Havre.</p>
<p>Dans un site ou sur des sols pollués ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Aucun site ou sol pollué issu des bases de données BASIAS/BASOL n'est répertorié dans le périmètre d'étude du projet.</p>
<p>Dans une zone de répartition des eaux ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le projet n'est pas localisé dans une zone de répartition des eaux.</p>
<p>Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le projet n'est pas localisé dans un périmètre de protection de captage.</p>
<p>Dans un site inscrit ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le projet n'est pas situé dans le périmètre d'un site inscrit.</p> <p>Le site inscrit le plus proche "Les abords de la Chapelle et le Cimetière Saint-Michel d'Ingouville" est situé à environ 1,5 km à l'Est du projet.</p> <p>Voir Annexe 9.</p>
<p><b>Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :</b></p>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<p><b>Lequel et à quelle distance ?</b></p>
<p>D'un site Natura 2000 ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le projet est situé à proximité de la Zone de Protection Spéciale (ZPS) "Estuaire et marais de la Basse Seine" (FR2310044), située à environ 4,7 km. Par ailleurs, le projet se situe non loin de trois Zones Spéciales de Conservation (ZSC) : "Littoral Cauchoix" (FR2300139) à environ 1,5 km, "Estuaire de la Seine" (FR2300121) à 4,7 km et "Baie de Seine Orientale" (FR2502021) à environ 6 km.</p>
<p>D'un site classé ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le projet n'est pas situé dans le périmètre d'un site classé.</p> <p>Le site classé le plus proche "Le Cap de la Hève et la Plage à Sainte-Adresse" est situé à environ 1,2 km au Nord-ouest du projet.</p> <p>Voir Annexe 9.</p>



## 6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

### 6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

De quelle nature ? De quelle importance ?

Appréciez sommairement l'impact potentiel

Incidences potentielles		Oui	Non	
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'est pas de nature à engendrer des prélèvements d'eau.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'est pas de nature à impliquer des drainages ou des modifications des masses d'eau souterraines.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	S'agissant du dernier épi historique en bois du secteur, une partie de l'ouvrage est susceptible d'intéresser la ville du Havre à des fins de conservation patrimoniale. Le projet comportera une phase de déconstruction de l'épi d'origine. Le traitement des déchets sera ensuite réalisé en filières de tri et de recyclage adaptées.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des matériaux sont nécessaires pour la reconstruction de l'ouvrage (palplanches métalliques, bardage, béton, etc.). La quantité, la nature et la provenance de ces matériaux ne sont, à ce stade des études, pas encore totalement définis. Toutefois, l'apport de proximité est privilégié. Par exemple, le bardage devrait être réalisé avec une essence de bois locale, de classe 4 (type robinier) pour limiter l'impact environnemental.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les interventions prévues sont réalisées sur la même emprise que l'épi actuel, dans une zone d'estran relativement pauvre et composée essentiellement d'espèces opportunistes, capables de recoloniser rapidement le milieu suite aux travaux. De plus, la présence de coquillages et macroalgues n'a pas été repérée sur le parement de l'ouvrage actuel. Seul le battage des palplanches pourra engendrer un dérangement très temporaire des espèces présentes à proximité (avifaune notamment). Les interventions sont réalisées à marée basse, en évitant les périodes les plus critiques pour la biodiversité (démarrage des travaux au mois d'octobre).
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet est situé à environ 1,5 km du site Natura 2000 "Littoral Cauchoix"; les autres sites étant à une distance plus éloignée. Le projet, par sa nature et son emplacement (reconstruction sur la même emprise), n'est pas susceptible d'avoir une incidence sur les espèces et habitats inscrits pour ces différents sites. Par ailleurs, les travaux sont prévus à marée basse. Le battage des palplanches métalliques n'engendrera pas d'ondes acoustiques aquatiques.



	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les interventions prévues n'entraînent aucune consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers et maritimes. Le projet consiste à réparer un ouvrage déjà existant, à l'identique, sans venir augmenter son emprise.
	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'est pas concerné par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).
<b>Risques</b>	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune du Havre est concernée par un risque de submersion marine. Un Plan de prévention des risques littoraux (PPRL) par submersion marine de la Plaine Alluviale Nord de l'Embouchure de l'Estuaire de la Seine (PANES) est actuellement en cours d'élaboration. Ce PPRL a été prescrit le 24 juillet 2015.  L'actuel projet participe à limiter le risque naturel de submersion marine.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'est pas de nature à engendrer de risques sanitaires.
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les déplacements d'engins et de véhicules sont strictement limités à la phase de travaux. En phase d'exploitation, le projet ne vient pas augmenter les flux existants. L'ouvrage joue uniquement un rôle de défense contre la mer.
<b>Nuisances</b>	Est-il source de bruit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	En phase d'exploitation, le projet n'engendre aucune nuisance sonore. En phase travaux, les sources de bruit sont limitées aux incidences classiques d'un chantier. Les nuisances les plus importantes proviennent du battage des palplanches métalliques. Cette perturbation est néanmoins temporaire et des recommandations seront incluses dans le cahier des charges des entreprises afin de respecter les préconisations d'un chantier à faibles nuisances et la réglementation en vigueur.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Emissions	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'est pas de nature à émettre des nuisances olfactives.
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	En phase d'exploitation, le projet n'engendre aucune vibration.  En phase de travaux, les sources d'émission de vibrations sont limitées aux incidences classiques d'un chantier. Des vibrations plus fortes sont notamment émises pendant la phase de battage des palplanches métalliques.  Ces perturbations sont ponctuelles et n'entraînent pas d'incidence majeure.
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Lors de la phase de réalisation des travaux, aucune intervention n'est prévue de nuit. En phase d'exploitation, aucun éclairage n'est installé. Ainsi, l'épi n'engendre pas d'émissions lumineuses.
	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	En phase de travaux, les engins de chantier peuvent être à l'origine de gaz d'échappement. Cette pollution est temporaire et des recommandations seront incluses dans le cahier des charges des entreprises afin de respecter les préconisations d'un chantier à faibles nuisances.  En phase d'exploitation, l'épi ne sera pas de nature à engendrer des rejets dans l'air.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	En phase de travaux, l'ensemble des rejets liquides est maîtrisé. Pour rappel, les interventions ne peuvent avoir lieu qu'en période de basses eaux afin d'éviter les impacts en terme de pollution dans le milieu marin. Par ailleurs, les outils sont nettoyés de manière précautionneuse, à une distance suffisamment éloignée de la zone de balancement des marées.  En phase d'exploitation, le projet n'est pas de nature à engendrer des rejets liquides.
	Engendre-t-il des effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Au regard de la proximité avec le milieu marin, des mesures sont mises en place lors de la phase travaux afin d'éviter tout rejet d'effluent (engins de chantiers stockés sur un espace stabilisé et éloigné du milieu aquatique, aire de stockage de carburant étanche, kits anti-pollution disponibles, etc.).  En phase d'exploitation, le projet n'est pas de nature à émettre des effluents.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pendant les travaux, des déchets sont produits. Ils seront stockés et traités selon la filière adaptée (mise en place de bac de rétention étanche, évacuation dès que nécessaire, etc.). De plus, la récupération des déchets provenant de matériaux de type béton est réalisée avant chaque marée haute afin de limiter tout impact sur le milieu marin. En phase d'exploitation, l'épi n'est pas de nature à produire des déchets dangereux.



<b>Patrimoine / Cadre de vie / Population</b>	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La phase de construction va temporairement modifier le paysage. A la fin des travaux, les espaces ayant été occupés seront remis en état. L'épi étant situé dans l'aire de protection de 2 monuments historiques, le projet fait l'objet d'un dossier de présentation auprès de l'ABF. La réhabilitation de l'ouvrage endommagé favorisera son insertion au sein de l'espace littoral actuel. Par ailleurs, s'agissant du dernier épi historique en bois du secteur, la conservation patrimoniale d'une partie de l'ouvrage actuel est susceptible d'intéresser la ville du Havre.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'épi étant reconstruit à l'identique, celui-ci n'est pas de nature à engendrer de modifications sur les activités humaines. Le projet de reconstruction permet de rétablir la fonctionnalité de cet ouvrage, assurant un rôle de protection contre la mer et de préservation de la plage existante, tout en limitant le transit sédimentaire. Aucune surface supplémentaire n'est imperméabilisée dans le cadre du projet.

**6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?**

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

**6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?**

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :



**6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :**

Aucune incidence n'est à prévoir en phase d'exploitation.

Les seules incidences sont temporaires, limitées à la phase de travaux et cantonnées à la zone concernée.

Les travaux tiennent compte de l'intervention en milieu marin, avec les contraintes hydrauliques et environnementales qu'ils impliquent. Toutes les mesures sont prises afin d'éviter au maximum les impacts du projet sur l'environnement.

Ces mesures sont décrites précisément dans chaque partie concernée et seront affinées dans le dossier d'incidences au titre de la loi sur l'eau, qui décrira les mesures d'évitement et de réduction mises en oeuvre.

La proposition d'une reconstruction similaire, pourvue d'une structure en palplanches recouverte d'un parement en bois, doit également faire l'objet d'une validation par l'ABF.

De plus, les interventions sont réalisées à marée basse et veillent à éviter les périodes les plus sensibles pour la biodiversité.

**7. Auto-évaluation (facultatif)**

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Suite à la dégradation progressive de l'ouvrage existant, le Syndicat Mixte du Littoral de Seine-Maritime est tenu de réaliser des travaux de réparation afin d'assurer la sécurité des usagers du littoral.

En raison de la patrimonialité de l'ouvrage, l'ABF sera consulté afin de valider les dispositions constructives du projet ainsi que l'insertion paysagère de l'ouvrage dans son environnement. Les incidences étant limitées à la phase de travaux, la mise en place de mesures de réduction appropriées permettra de limiter les impacts (travail à la marée, gestion de chantier, etc.). Un dossier loi sur l'eau (déclaration) précisera les faibles impacts et les mesures liés aux interventions.

Compte-tenu du traitement très cadré des principales sensibilités du site, de la nature (réparation de l'épi à l'identique) et du caractère positif du projet sur l'environnement, nous estimons que le projet pourra être dispensé d'évaluation environnementale.

**8. Annexes**

**8.1 Annexes obligatoires**

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - <b>non publié</b> ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>



## 8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

### Objet

Annexe 07 : Localisation des 9 épis réhabilités en 2013-2014

Annexe 08 : Espaces naturels remarquables à proximité du projet

Annexe 09 : Contexte patrimonial

## 9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



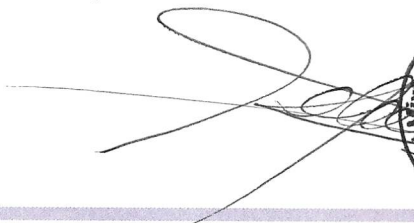

Fait à

*Fedamp*

le,

*07 juin 2021*

Signature

**Le Directeur**

**François DEBIEUX**